



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1271

19 janvier 2017

- **8 départements géographiques en Haïti sous menace d'un séisme**
- **Quatre sénateurs demandent de boucler l'enquête sur Jovenel Moïse, soupçonné de blanchiment d'argent**
- **Haïti, classée en 4e position parmi 7 crises mondiales oubliées**
- **Haïti-R.D. : Jovenel Moïse en visite à Santo Domingo**

>> 8 départements géographiques en Haïti sous menace d'un séisme

Le directeur général du Bureau des mines et de l'énergie Claude Prépetit, ingénieur géologue, informa lors d'une conférence-débat qu'à l'exception du Plateau central et de l'Artibonite huit départements géographiques sont actuellement sous la menace d'un tremblement de terre. Les départements de la Grande Anse, des Nippes, du Sud, du Sud-Est et de l'Ouest - où se trouve la capitale Port-au-Prince - sont exposés à une faille géologique qui traverse la presqu'île du Sud sur 250 kilomètres de long. Le Nord, le Nord-Est et le Nord-Ouest sont également exposés à une autre faille qui traverse la mer au Nord. Huit millions d'habitants sur environ dix millions seraient exposés à des tremblements de terre sur les failles Sud et Nord. Face à ces menaces, le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle devrait introduire des programmes visant à développer de bons « réflexes » chez la population lors des catastrophes naturelles. « Il faut donner les moyens, les compétences et l'autorité nécessaires

dans l'idée de permettre aux mairies de donner des permis de construction en connaissance de cause », soutient Prépetit, appelant la population et l'État à se responsabiliser en vue de protéger les vies et les biens. Le BME exhorte les autorités à assurer le respect des normes de construction tout en rappelant combien l'État avait adopté un « guide de construction » après le tremblement de terre dévastateur du 12/01/10 (qui a fait environ 300 000 morts et d'énormes dégâts matériels). Quel est la valeur légale de ce guide ? Quelles sont les sanctions prévues, en cas de non-respect de ce guide ? se demande-t-il. Le BME plaide pour l'élaboration d'un plan de réponse afin d'apporter secours aux victimes « dans les secondes, qui suivent une catastrophe naturelle ». Cette conférence-débat du 13 janvier eu lieu dans le cadre d'une journée de sensibilisation autour du thème « les désastres naturels en Haïti. 7 ans plus tard », organisée par le secrétariat d'État à la population.

>> Quatre sénateurs demandent de boucler l'enquête sur Jovenel Moïse, soupçonné de blanchiment d'argent

« Il est impérieux que ce dossier, minutieusement étudié et livré par une instance respectable de la république, l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF), ait reçu le traitement approprié avant que soit enclenché tout processus visant à la prestation de serment d'un quelconque président élu ». Dans une correspondance en date du 16/01/17, les sénateurs Nènel Cassy (Fanmi lavalas), Antonio Chéramy (platfom Verite), Evallièrè Beauplan (parti Pou nou tout / Pont) et Ricard Pierre (Pitit Dessalines) exhortent le nouveau président du sénat, Youri Latortue, et le bureau de

l'assemblée nationale, à s'assurer du bouclage de l'enquête concernant l'implication du président élu, Jovenel Moïse, dans le blanchiment d'avois. Ils les appellent aussi à s'assurer que « les saisines au niveau des instances judiciaires ont été accomplies ». Cette demande s'inscrit dans le souci « de dissiper tout malentendu relatif au respect des principes de transparence, de gouvernance démocratique et de lutte contre l'impunité », lit-on dans la lettre. Avant d'être élu président dès le premier tour dans les élections du 20/11/16, Jovenel Moïse, du Parti haïtien tèt kale (PHTK de

l'ancien président Joseph Michel Martelly) a été soupçonné d'implication dans des activités de blanchiments d'avois d'après un rapport partiel de l'UCREF. Le document a été rendu public dans la presse le 23/08/16 à l'ouverture de la campagne électorale pour la présidentielle et les législatives partielles. Ce rapport fait état de transactions financières suspectes ou douteuses de Jovenel Moïse du 5/03/07 au 31/05/13. Il a été acheminé pour les suites utiles aux autorités compétentes,

dont le Parquet près le tribunal civil de Port-au-Prince « conformément à l'article 35 de la Loi du 11 novembre 2013, relative au blanchiment et au financement du terrorisme ». Ce document est à présent au cabinet d'instruction. Jovenel Moïse doit prêter serment le 7/02/17. Assimilant le rapport à un dossier purement politique, le nouveau président a affirmé dans les médias que lui et ses entreprises n'auraient rien à voir avec ces histoires de blanchiment d'argent.

>> Haïti, classée en 4e position parmi 7 crises mondiales oubliées

La situation d'Haïti a été classée en quatrième position parmi 7 crises mondiales oubliées qui nécessiteraient une assistance d'urgence, d'après un article publié sur le site du journal américain Huffington Post. Haïti se trouve en 4e place du classement après le Burundi, le Cameroun, et la République centrafricaine. Au moins 58,6% de la population haïtienne vit dans la pauvreté et près de 2,5 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire cette année. L'ONU cherche à réunir 370 millions de dollars américains pour venir en aide à 2,2 millions d'hommes, de femmes et d'enfants les plus vulnérables du pays. Cela équivaut à une augmentation de 91% par rapport à 2016 et actuellement seulement 35% de l'objectif a été réuni. Sept ans après le tremblement de terre du 12/01/10 qui a ravagé le pays, des millions de personnes ont toujours besoin d'aide. La tragédie a causé de graves dommages aux infrastructures déjà faibles du pays et à son industrie agricole. Depuis le tremblement de terre, les Haïtiens ont enduré de nombreux désastres dont la pire épidémie de choléra (introduite en Haïti, en octobre 2010, par les

casques bleus népalais), une violence politique chaotique, des inondations massives et une sécheresse considérable. Plus de 128 millions de personnes, dans 33 pays, sont aujourd'hui affectées par des crises, conflits armés ou catastrophes naturelles. La liste des 7 crises mondiales est basée, en grande partie, sur les conclusions présentées dans Global Humanitarian Overview 2017 et d'autres récents rapports de l'ONU. La liste de ces crises, s'étant le plus rapidement détériorées et les plus gravement sous-financées, et qui ont besoin de plus d'appui mondial a été dressée par The WorldPost. « 80% du besoin humanitaire à travers le monde est lié à des crises, provoquées par l'homme », a déclaré le porte-parole des Nations Unies, Russell Geake. En dépit de l'aggravation de beaucoup de crises dans le monde, plusieurs informations recueillies sur Internet révèlent une « fatigue publique », soit un déclin d'intérêt, pour la première fois depuis 3 ans, selon les données des Nations Unies. Alors que le besoin humanitaire mondial augmente, le fossé entre les fonds nécessaires et les fonds reçus s'est élargi.

>> Haïti-R.D. : Jovenel Moïse en visite à Santo Domingo

Le président élu d'Haïti, Jovenel Moïse, s'est rendu en visite de courtoisie le 16 janvier à Santo Domingo en République Dominicaine où il s'est entretenu avec le chef d'État dominicain, Danilo Medina. Arrivé en début de soirée à la capitale dominicaine pour une visite de deux jours, J. Moïse a été accueilli par le chancelier dominicain, Miguel Vargas, et l'ambassadeur haïtien, Idalbert Pierre-Jean, puis conduit au palais présidentiel. Il a eu une rencontre avec son homologue dominicain qu'il a invité à son investiture, le 7/02/17. Le président à été accompagné d'entrepreneurs, dont les noms

n'ont pas été révélés. Il a annoncé qu'il aurait des réunions avec des membres du secteur privé dominicain, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et du tourisme. On ne sait pas si la situation des migrants haïtiens en territoire dominicain a été abordée. Les Haïtiens constituent la majeure partie des 239 000 étrangers en situation irrégulière qui ont 6 mois pour régulariser leurs dossiers. Une prolongation a déjà été accordée à ceux et celles qui avaient une résidence d'un an et dont les permis avaient expiré en juin 2016.

A lire également:

- 5 millions de dollars pour financer les prochaines élections, annonce le ministère des finances (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21173>);
- Haïti-R.D. : 22 Haïtiens « enlevés » par des soldats dominicains au point frontalier de Belladère, dénonce la plateforme Garr (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21169>);
- Séisme : Vibrant hommage de la Fokal aux féministes disparues, au mémorial du parc de Martissant (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21154>);
- Haïti-Mémoire : Il était une fois Richard Brisson (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21161>);
- Justice : Guy Philippe plaide non coupable devant un tribunal américain (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21152>).